

Déclaration de ministre

à l'apartheid. De partout on lui fait part du souci qu'une intensification de la violence devant l'intransigeance et les agressions sud-africaines amènerait de plus en plus de victimes de l'apartheid à perdre tout espoir d'un règlement négocié.

Le premier ministre a réaffirmé l'engagement du Canada, exprimé en ces termes le 23 octobre 1985 aux Nations Unies et je cite:

Le Canada est prêt, si des changements fondamentaux ne se produisent pas en Afrique du Sud, à envisager des sanctions totales contre ce pays et son régime de répression. S'il ne survient aucun progrès dans le démantèlement de l'apartheid, nous n'aurons peut-être pas d'autres solutions que de rompre complètement nos relations avec l'Afrique du Sud.

[Traduction]

Les États de la ligne de front comprennent que le Canada ne cherche pas, par ces sanctions, à forcer le gouvernement sud-africain à se soumettre, mais bien à le ramener à la raison. Notre méthode consiste à exercer régulièrement des pressions internationales sur l'Afrique en Sud, en restreignant ses échanges commerciaux. Nous aurons recours à d'autres mesures lorsque nous jugerons qu'elles seront d'une grande utilité. Nous avons précisé aux dirigeants des États de la ligne de front qu'à notre avis, le fait même d'être sur la ligne de front entraîne des sacrifices économiques et des risques politiques. Il ne faut pas s'en tenir à un calendrier très strict en ce qui a trait aux sanctions, qui seront coûteuses pour ces États vulnérables en cas de représailles de l'Afrique du Sud.

Dans l'accord de Nassau, le Commonwealth réclame l'arrêt des hostilités des deux côtés. Les États de la ligne de front qui sont nos partenaires au sein du Commonwealth, savent fort bien que le Canada ne peut souscrire à la violence, mais nous comprenons le sentiment des victimes de la violence inhérente à l'apartheid. En fait, en s'adressant directement aux États de la ligne de front, le premier ministre (M. Mulroney) a voulu démontrer à nouveau que ces pays ne sont seuls ni dans la lutte contre l'apartheid ni dans les efforts qu'ils déploient, afin de bâtir et de préserver leur propre économie.

• (1110)

Le Canada est déterminé à offrir une aide matérielle et un soutien moral aux pays voisins de l'Afrique du Sud. A Victoria Falls, le premier ministre a signé une entente prévoyant la construction d'une ligne d'interconnexion électrique de 50 millions de dollars, ce qui permettra au Botswana de puiser dans les ressources électriques du Zimbabwe et Zambie. Ce n'est qu'un parmi les nombreux exemples d'aide que le Canada offre aux pays voisins de l'Afrique du Sud pour les rendre moins vulnérables aux sanctions imposées par ce pays. Au cours des cinq prochaines années, notre contribution à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la CCDAS, s'élèvera à 30 millions de dollars par an. Cela s'ajoute aux 400 millions que nous fournissons en aide bilatérale au sud de l'Afrique au cours de la même période. A New Delhi, j'ai discuté avec le premier ministre Ghandi des moyens grâce auxquels le Canada pourra travailler en collaboration étroite avec le Fonds pour l'Afrique, créé par les pays non alignés, notamment en vue de garantir des itinéraires de transport sûrs. Le ministre d'État à l'Immigration (M. Weiner) est allé au Botswana assister à la toute dernière réunion de la CCDAS, où il a discuté de projets semblables.

En même temps, nous avons pris des mesures pour venir en aide aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud. Cette année, nous débourserez 1,5 million de dollars pour aider les familles de détenus politiques et nous avons mis sur pied un programme d'éducation de 7 millions. Il y a neuf jours, à Montréal, M. Alan Boesak m'a suggéré d'autres moyens grâce auxquels le Canada pourra aider efficacement l'Afrique du Sud sur le plan humanitaire.

Le premier ministre du Canada est le seul dirigeant d'un pays participant du Sommet économique à s'être rendu en Afrique australe depuis que les mouvements de pression sont de plus en plus nombreux à s'opposer à l'apartheid. Il a discuté régulièrement de la question avec les autres participants du Sommet, et elle sera inscrite à l'ordre du jour du Sommet de Venise.

Étant donné que le Congrès national africain joue un rôle important actuellement en Afrique du Sud et qu'il participera étroitement à toute solution de ce problème, le premier ministre et moi envisageons de nous entretenir avec son président, Oliver Tambo, dans les mois à venir. M. Terence Bacon, notre ancien haut commissaire en Zambie et au Zimbabwe, a été détaché auprès du secrétaire général du Commonwealth à titre de conseiller spécial sur l'Afrique australe.

Comme l'a signalé la semaine dernière au comité permanent des droits de la personne le député néo-démocrate de Windsor—Walkerville (M. McCurdy), le problème de l'opposition à l'apartheid a dépassé les simples considérations sectaires au Canada. C'est devenu un engagement commun du Parlement et du pays.

Il en va de même de façon plus générale pour notre engagement envers le Commonwealth. Ce qui n'était à une époque qu'un lien avec notre passé est également devenu un instrument essentiel de la politique contemporaine et un symbole de l'ouverture d'esprit et de l'étendue des alliances dont le Canada, un pays bien spécial, aura besoin pour défendre nos intérêts à l'avenir.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, au nom de l'opposition officielle, je voudrais me joindre au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) pour marquer la journée du Commonwealth et souligner l'importance qu'elle revêt pour les Canadiens en raison des responsabilités et des obligations de plus en plus importantes que le Commonwealth doit assumer vis-à-vis des peuples du monde entier.

Les Canadiens pourront voir le Commonwealth à l'oeuvre lorsqu'il tiendra son importante réunion ici, en octobre. Cette assemblée qui aura lieu au Canada devrait fournir, à tous les parlementaires, l'occasion de centrer davantage leur attention sur les positions du Canada à l'égard de la question sud-africaine. Ainsi, non seulement le parti au pouvoir et l'opposition, mais tous les Canadiens prendront des engagements quant aux mesures à prendre.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que le Commonwealth est à l'avant-scène des événements mondiaux. Sans doute a-t-il raison. Nous pouvons constater que ce genre d'organisme, qui réunit des pays ayant toutes sortes de points de vue différents, revêt énormément de valeur dans le monde d'aujourd'hui. Il n'existe pas beaucoup d'organisations comparables.